

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 septembre 1995 relatif à l'organisation d'une année d'accueil pour primo-arrivants allophones dans l'enseignement secondaire à temps plein, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 22 septembre 1998 et 20 avril 2001;

Vu le protocole n° 383 du 12 juillet 2000 portant les conclusions des négociations menées en réunion comme du comité de secteur X et de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 158 du 12 juillet 2000 portant les conclusions des négociations menées au sein du comité coordinateur de négociation « enseignement libre subventionné »;

Vu la délibération du Gouvernement flamand le 17 juillet 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 28 août 2000;

Vu l'avis n° 30.761/1 de la Section de législation du Conseil d'Etat, donné le 26 octobre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 septembre 1995 relatif à l'organisation d'une année d'accueil pour primo-arrivants allophones dans l'enseignement secondaire à temps plein, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 22 septembre 1998 et 20 avril 2001, le mot « dix-huit » est remplacé par le mot « vingt-neuf ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « élèves du groupe-cible » sont remplacés chaque fois par les mots « élèves suivant un enseignement prioritaire »;

2° dans le § 1er, 1°, les mots « 22 juillet 1993 portant les mesures d'exécution de la politique d'enseignement pour les migrants au premier degré de l'enseignement secondaire à temps plein » sont remplacés par les mots « 17 décembre 1999 relatif au projet temporaire d'enseignement secondaire »;

3° dans le § 2, les mots « et qui ont organisé sans interruption depuis l'année scolaire 1993-1994 l'enseignement d'accueil conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 septembre 1995 relatif à l'organisation d'une année d'accueil pour primo-arrivants allophones dans l'enseignement secondaire à temps plein » sont supprimés.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2000, à l'exception de l'article 2, 2°, qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1999.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 11 mai 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation,
Mme M. VANDERPOORTEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 1648

[S - C - 2001/29235]

7 JUIN 2001. — Décret relatif aux avantages sociaux (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire, ordinaires et spéciaux, subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Constituent seuls des avantages sociaux au sens de l'article 33 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, dans la mesure où ils servent directement aux élèves :

1° l'organisation de restaurants et de cantines scolaires, à l'exception des restaurants d'application liés à des sections du secteur de l'hôtellerie et de l'alimentation;

2° la distribution d'aliments et de friandises ainsi que de jouets hors matériel propre aux activités d'enseignement;

3° l'organisation de l'accueil des élèves, quelle qu'en soit la forme, une heure avant le début et une heure après la fin des cours;

4° la garderie du repas de midi dont la durée, pour entrer dans le champ d'application du présent article, est comprise entre une demi-heure et une heure;

5° la distribution de vêtements hors les vêtements propres à l'enseignement;

6° l'organisation de colonies scolaires spécifiques pour enfants présentant une santé déficiente;

7° l'accès aux piscines, accessibles au public, ainsi que le transport y relatif dans le cas où la piscine fréquentée pendant l'horaire scolaire n'est pas située sur le territoire de la commune;

8° l'accès aux infrastructures communales, provinciales et de la Commission communautaire française permettant une activité éducative, à l'exception des bâtiments scolaires en ce compris les piscines, sauf celles visées au 7°;

9° l'accès aux plaines de jeux organisées et aux cures de jour pendant le temps scolaire et pendant les vacances sur le territoire de la commune;

10° les aides financières ou en nature à des groupements, associations ou organismes, dont un des objets est l'octroi d'aides sociales qui seraient réservées aux élèves.

Tous les deux ans le Gouvernement présente au Parlement de la Communauté française un rapport sur l'exécution du présent décret.

Art. 3. Les communes qui accordent des avantages sociaux au bénéfice des élèves fréquentant les écoles qu'elles organisent accordent dans des conditions similaires les mêmes avantages au bénéfice des élèves fréquentant des écoles de même catégorie situées dans la même commune et relevant de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française pour autant que le pouvoir organisateur de ces écoles en fasse la demande écrite à la commune.

Les provinces et la Commission communautaire française qui accordent des avantages sociaux au bénéfice des élèves fréquentant les écoles qu'elles organisent accordent dans des conditions similaires les mêmes avantages au bénéfice des élèves fréquentant des écoles de même catégorie relevant de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française et situées sur leur territoire, dans un rayon déterminé par le Gouvernement en fonction de la taille de ce territoire pondérée par la densité de population, pour autant que le pouvoir organisateur de ces écoles en fasse la demande écrite à la province ou à la Commission communautaire française.

Les communes, les provinces et la Commission communautaire française, en leur qualité de pouvoir octroyant des avantages sociaux, ne sont soumises, entre elles, à aucune obligation.

Constituent des catégories pour l'application du présent décret :

- l'enseignement maternel ordinaire;
- l'enseignement primaire ordinaire;
- l'enseignement maternel spécial;
- l'enseignement primaire spécial;
- l'enseignement secondaire ordinaire de transition;
- l'enseignement secondaire ordinaire de qualification;
- l'enseignement secondaire spécial.

Dans le cas où deux pouvoirs organisateurs sont appelés à octroyer des avantages sociaux sur la base des alinéas 1^{er} et 2, ils se concertent pour remplir leurs obligations vis-à-vis du pouvoir organisateur demandeur et pour respecter les dispositions prévues à l'article 7, sans que le pouvoir organisateur demandeur ne puisse prétendre au bénéfice d'un nombre d'avantages sociaux supérieur à celui du pouvoir organisateur octroyant qui en accorde le plus à ses élèves. Le pouvoir organisateur demandeur choisit, le cas échéant, celui ou ceux des avantages sociaux qu'il souhaite recevoir. A défaut d'accord dans le mois qui suit celui de la réception de la demande, les pouvoirs organisateurs octroyants se répartissent la charge proportionnellement à leur nombre d'élèves dans la catégorie d'enseignement concernée.

Art. 4. Les communes, les provinces et la Commission communautaire française qui octroient des avantages sociaux au bénéfice des élèves fréquentant les écoles qu'elles organisent communiquent la liste de ces avantages au Gouvernement et aux pouvoirs organisateurs concernés de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française de la même catégorie dans le mois qui suit celui où la décision d'octroi est prise. Elles s'informent mutuellement lorsqu'elles octroient des avantages sociaux aux écoles qu'elles organisent sur le territoire d'une même commune.

Les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française dont les élèves bénéficient d'avantages sociaux communiquent également la liste de ces avantages sociaux au Gouvernement et aux pouvoirs octroyants concernés dans le mois qui suit celui du bénéfice de ces avantages.

Art. 5. § 1^{er}. Les communes ne peuvent faire aucune distinction, en matière d'avantages sociaux, entre les élèves relevant d'une même catégorie qui fréquentent les écoles subventionnées par la Communauté française sur le territoire d'une même commune.

Les provinces et la Commission communautaire française ne peuvent faire aucune distinction, en matière d'avantages sociaux, entre les élèves relevant d'une même catégorie qui fréquentent les écoles subventionnées par la Communauté française situées sur le territoire visé à l'article 3, alinéa 2.

§ 2. Toutefois, dans le mode d'octroi des avantages sociaux, les communes, les provinces et la Commission communautaire française établissent des distinctions justifiées par la notion d'établissements ou d'implantations bénéficiaires de discriminations positives et peuvent établir des distinctions justifiées par la capacité contributive des parents.

Art. 6. L'utilisation des avantages sociaux au bénéfice des élèves fréquentant les écoles libres subventionnées par la Communauté française est soumise à contrôle.

Ce contrôle peut être exercé par un représentant de la commune, de la province ou de la Commission communautaire française. Le paiement ou l'octroi des avantages sociaux intervient sur production de pièces justificatives conformes aux règles de comptabilité auxquelles sont soumises les communes, les provinces ou la Commission communautaire française selon le cas.

Art. 7. Tout pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné par la Communauté française dont les élèves bénéficient d'un ou de plusieurs avantages sociaux conformément à l'article 3 ne peut offrir à ses élèves ou recevoir à leur attention aucun autre avantage social repris à l'article 2.

De même, il ne peut profiter de cette aide pour amplifier le même avantage social au bénéfice de ses élèves.

Le non-respect de cette règle entraîne la suppression et le remboursement du ou des avantages sociaux octroyés sur la base de l'article 3.

Art. 8. A l'article 33 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 27 juin 1962 portant déconcentration du pouvoir d'annulation du Roi et la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « des provinces et des communes », sont remplacés par « des communes, des provinces et de la Commission communautaire française »;

2° Dans l'alinéa 1^{er}, la première phrase est complétée comme suit : « tels qu'ils sont prévus par le décret du... relatif aux avantages sociaux »;

3° Dans l'alinéa 1^{er}, au début de la deuxième phrase, sont ajoutés les mots suivants : « En ce qui concerne la tutelle sanitaire, »;

4° Dans l'alinéa 1^{er}, deuxième phrase, les mots « Les provinces et les communes » sont remplacés par « Les communes, les provinces et la Commission communautaire française »;

5° Dans l'alinéa 1^{er}, troisième phrase, les mots « de l'Etat » sont remplacés par « de la Communauté française »;

6° Dans l'alinéa 2, les mots « des conseils provinciaux et communaux ainsi que celles des commissions culturelles de l'agglomération bruxelloise » sont remplacés par « des conseils communaux, provinciaux et de l'Assemblée de la Commission communautaire française »;

7° Dans l'alinéa 2, les mots « au Ministre de l'Education nationale compétent; elles peuvent être annulées par le Roi pour violation de la loi ou pour lésion de l'intérêt général » sont remplacés par «, endéans les dix jours de la décision, au Gouvernement qui peut les annuler pour violation de la présente disposition et du décret du ... relatif aux avantages sociaux dans un délai de quarante jours à partir de leur communication »;

8° Dans l'alinéa 3, les mots « les provinces, les communes et les commissions culturelles de l'agglomération bruxelloise » sont remplacés par « les communes, les provinces et la Commission communautaire française »;

9° Dans l'alinéa 3, les mots « au Ministre de l'Education nationale compétent », sont remplacés par « au Gouvernement »;

10° Dans l'alinéa 4, les mots « une province, une commune ou une commission culturelle de l'agglomération bruxelloise » sont remplacés par « une commune, une province ou la Commission communautaire française »;

11° Dans l'alinéa 4, les mots « en dérogation » sont remplacés par « en violation »;

12° Dans l'alinéa 4, les mots « le Ministre de l'Education nationale compétent » sont remplacés par « le Gouvernement »;

13° Dans l'alinéa, les mots « par arrêté royal motivé » sont supprimés.

Art. 9. L'article 33 de la loi du 29 mai 1959 précitée ne s'applique pas à l'enseignement supérieur pour ce qui concerne les avantages sociaux.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 7 juin 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 154-1. — Amendements de commission, n° 154-2. — Rapport, n° 154-3. — Amendements de séance n° 154-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 5 juin 2001.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1648

[C — 2001/29235]

7 JUNI 2001. — Decreet betreffende de sociale voordelen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd gewoon en bijzonder basis- en secundair onderwijs.

Art. 2. Worden enkel beschouwd als sociale voordelen in de zin van artikel 33 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, in zoverre zij rechtstreeks nuttig zijn voor de leerlingen :

1° de inrichting van schoolrestaurants en -kantines, uitgezonderd de instructierestaurants verbonden aan de afdelingen van de hotel- en voedingssector;

2° de verdeling van voedingswaren en lekkernijen alsmede van speelgoed, buiten het materieel voor onderwijsactiviteiten;

3° de opvang van de leerlingen, ongeacht de vorm hiervan, één uur vóór de aanvang van de lessen en één uur na het einde ervan;

4° bewaking tijdens het middagmaaltijd dat, om binnen het toepassingsgebied van dit artikel te vallen, een half uur tot een uur duurt;

5° de verdeling van kledij, buiten de kledij voor het onderwijs;

6° de organisatie van specifieke schoolreizen voor kinderen met gezondheidsproblemen;

7° de toegang tot zwembaden, opengesteld voor het publiek, alsmede het vervoer hier naartoe als het zwembad, dat bezocht wordt tijdens de schooluren, niet op het grondgebied van de gemeente ligt;

8° de toegang tot de infrastructuur van de gemeente, de provincie en van de Franse Gemeenschapscommissie in het raam van een onderwijsactiviteit, met uitzondering van de schoolgebouwen én de zwembaden, behoudens deze bedoeld in 7°;

9° de toegang tot de georganiseerde speelpleinen en dagkuren tijdens de schoolperiode en tijdens de vakanties op het grondgebied van de gemeente;

10° financiële bijstand of bijstand in natura ten behoeve van groeperingen, verenigingen of organismen die onder meer sociale bijstand verlenen die is voorbehouden aan leerlingen.

De Regering legt, om de twee jaar, een verslag voor aan het Parlement over de uitvoering van dit decreet.

Art. 3. De gemeenten die sociale voordelen toekennen aan leerlingen die onderwijs volgen in de scholen die zij inrichten, verlenen in gelijkaardige omstandigheden dezelfde voordelen aan leerlingen die onderwijs volgen in scholen van dezelfde categorie die ook gelegen zijn in dezelfde gemeente en behoren tot het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs, voor zover de inrichtende macht van deze scholen de gemeente hiertom schriftelijk verzoekt.

De provincies en de Franse Gemeenschapscommissie die sociale voordelen toekennen aan de leerlingen die onderwijs volgen in scholen die zij inrichten, verlenen in gelijkaardige omstandigheden dezelfde voordelen aan de leerlingen die onderwijs volgen in de scholen van dezelfde categorie die behoren tot het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en gelegen op hun grondgebied, in een straal bepaald door de Regering op basis van de omvang van dit grondgebied gewogen op grond van de bevolkingsdichtheid, in zoverre de inrichtende macht van deze scholen de provincie of de Franse Gemeenschapscommissie hiertom schriftelijk verzoekt.

De gemeenten, de provincies en de Franse Gemeenschapscommissie hebben onderling, als overheid die sociale voordelen verleent, geen enkele verplichting.

Op volgende categorieën is dit decreet van toepassing :

- het gewoon kleuteronderwijs;
- het gewoon lager onderwijs;
- het bijzonder kleuteronderwijs;
- het bijzonder lager onderwijs;
- het gewoon secundair overgangsonderwijs;
- het gewoon secundair kwalificatieonderwijs;
- het bijzonder secundair onderwijs.

Als twee inrichtende machten verplicht zijn sociale voordelen toe te kennen op grond van het eerste en het tweede lid, dan plegen zij overleg om aan hun verplichtingen te voldoen ten aanzien van de verzoekende inrichtende macht en om de bepalingen bedoeld in artikel 7 na te leven, zonder dat de verzoekende inrichtende macht aanspraak kan maken op meer sociale voordelen dan de toekennende inrichtende macht die er meer verleent aan haar leerlingen. De verzoekende inrichtende macht kiest, desgevallend, diegene van de sociale voordelen die zij wenst te bekomen. Bij gebrek aan akkoord binnen de maand na ontvangst van het verzoek, verdelen de toekennende inrichtende machten de last verhoudingsgewijs onder hun aantal leerlingen in de betrokken onderwijscategorie.

Art. 4. De gemeenten, de provincies en de Franse Gemeenschapscommissie die sociale voordelen toekennen aan leerlingen die onderwijs volgen in scholen die zij inrichten, bezorgen de lijst van deze voordelen aan de Regering en aan de betrokken inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs van dezelfde categorie binnen de maand volgend op de beslissing inzake de toekenning van de voordelen. Zij houden elkaar op de hoogte wanneer zij sociale voordelen verlenen aan de scholen die zij inrichten op het grondgebied van eenzelfde gemeente.

De inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs wiens leerlingen sociale voordelen genieten, bezorgen de lijst van deze sociale voordelen ook aan de Regering en aan de betrokken toekennende machten en dit binnen de maand volgend op de maand waarvan deze voordelen zijn toegekend.

Art. 5. § 1. De gemeenten mogen op het vlak van de sociale voordelen geen enkel onderscheid maken tussen leerlingen van eenzelfde categorie die onderwijs volgen in scholen die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van eenzelfde gemeente.

De provincies en de Franse Gemeenschapscommissie mogen op het vlak van de sociale voordelen geen enkel onderscheid maken tussen leerlingen van eenzelfde categorie die onderwijs volgen in scholen die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap en gelegen zijn op het grondgebied zoals bedoeld in artikel 3, tweede lid.

§ 2. Wat de wijze betreft voor de toekenning van de sociale voordelen maken de gemeenten, de provincies en de Franse Gemeenschapscommissie evenwel een onderscheid dat verantwoord is door inrichtingen of vestigingen met positieve discriminatie en mogen zij een onderscheid maken dat verantwoord is door de belastingcapaciteit van de ouders.

Art. 6. De aanwending van sociale voordelen ten behoeve van leerlingen die onderwijs volgen in vrije scholen die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, wordt gecontroleerd.

Dit toezicht kan worden gehouden door een vertegenwoordiger van de gemeente, de provincie of van de Franse Gemeenschapscommissie. De betaling of toekenning van deze sociale voordelen geschiedt op voorlegging van bewijsstukken conform de boekhoudkundige regels waaraan de gemeenten, de provincies of de Franse Gemeenschapscommissie, naargelang het geval, onderworpen zijn.

Art. 7. Elke inrichtende macht van het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wiens leerlingen één of meerdere sociale voordelen genieten overeenkomstig artikel 3, mag haar leerlingen geen enkel sociaal voordeel zoals bedoeld in artikel 2 verschaffen of voor hen bedoeld in ontvangst nemen.

Ook mag het van deze bijstand niet profiteren om ditzelfde sociaal voordeel ten behoeve van haar leerlingen te vergroten.

Het niet eerbiedigen van deze regel leidt tot de afschaffing en terugbetaling van het (de) socia(l)(e) voorde(e)l(en) toegekend op grond van artikel 3.

Art. 8. In artikel 33 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd door de wet van 27 juni 1962 houdende deconcentratie van de vernietigingsbevoegdheid van de Koning en de wet van 11 juli 1973 tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 betreffende het kleuter-, lager, gemiddeld, normaal-, technisch, artistiek en bijzonder onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, eerste zin, worden de woorden "van de provincies en van de gemeenten" vervangen door de woorden "van de gemeenten, de provincies en van de Franse Gemeenschapscommissie";

2° In het eerste lid, wordt de eerste zin als volgt aangevuld : "zoals voorzien in het decreet van ... betreffende de sociale voordelen";

3° In het eerste lid worden aan het begin van de tweede zin de volgende woorden toegevoegd : "Wat de gezondheidscontrole betreft,";

4° In het eerste lid, tweede zin, worden de woorden "De provincies en de gemeenten" vervangen door "De gemeenten, de provincies en de Franse Gemeenschapscommissie";

5° In het eerste lid, derde zin, worden de woorden "van de Staat" vervangen door "van de Franse Gemeenschap";

6° In het tweede lid worden de woorden "van de provincie- en gemeenteraden alsook deze van de cultuurcommissies van de Brusselse agglomeratie" vervangen door "van de gemeente- en provincieraden en van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie";

7° In het tweede lid, worden de woorden "aan de bevoegde Minister van Onderwijs; zij kunnen worden vernietigd door de Koning wegens schending van de wet of wegens schending van het algemeen belang" vervangen door " , binnen de tien dagen na de beslissing, aan de regering die deze nietig kan verklaren wegens schending van deze bepaling en van het decreet van ... betreffende de sociale voordelen binnen een termijn van veertig dagen vanaf hun betekening";

8° In het derde lid worden de woorden "de provincies, de gemeenten en de cultuurcommissies van de Brusselse agglomeratie" vervangen door "de gemeenten, de provincies en de Franse Gemeenschapscommissie";

9° In het derde lid worden de woorden "aan de bevoegde Minister van Onderwijs" vervangen door "aan de regering";

10° In het vierde lid worden de woorden "een provincie, een gemeente of een cultuurcommissie van de Brusselse agglomeratie" vervangen door "een gemeente, een provincie of de Franse Gemeenschapscommissie";

11° In het vierde lid worden de woorden "in afwijking" vervangen door "in schending";

12° In het vierde lid worden de woorden " de bevoegde minister van Onderwijs" vervangen door "de regering";

13° In het vierde lid worden de woorden "bij met redenen omkleed koninklijk besluit" geschrapt.

Art. 9. Artikel 33 van voornoemde wet van 29 mei 1959 is niet van toepassing op het hoger onderwijs wat betreft de sociale voordelen.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 7 juni 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 154-1. — Amendementen in de commissie, nr. 154-2. — Verslag, nr. 154-3. — Amendementen in de zitting, nr. 154-4.

Integraal verslag. — Debat en stemming. Zitting van 5 juni 2001.